



Liberté pour les cinq antiterroristes cubains prisonniers aux Etats-Unis

Fernando González
René González
Antonio Guerrero
Gerardo Hernández
Ramón Labañino



A la presse luxembourgeoise, pour information et... publication

Hypocrisie à la énième puissance !

« Justice est faite ! ». C'est en ces termes que le président des Etats-Unis, Barak Obama, a annoncé au monde l'exécution sommaire du terroriste Oussama ben Laden. On aurait logiquement pu s'attendre à une autre formule de la part d'un Prix Nobel de la Paix, pour annoncer cette forme de « justice » pour le moins expéditive. Il est vrai qu'en matière de justice, les Etats-Unis sont très mal placés pour donner des leçons à qui que ce soit.

Mais ce qui est encore plus répugnant et totalement inacceptable, c'est l'hypocrisie infinie des autorités étasuniennes. Alors que les Etats-Unis font figure de fer de lance dans la lutte contre le terrorisme, les autorités étasuniennes protègent des terroristes (bons !) internationaux, parmi lesquels, le vétéran, Luis Posada Carriles. Ses « exploits » ne sont pas connus du grand public, grâce au silence complice des médias car, il a, à plusieurs reprises déjà, revendiqué publiquement d'avoir été à l'origine de différents attentats. Luis Posada Carriles a, entre autres, organisé un attentat qui a eu lieu le 6 octobre 1976, contre le Vol 455 de Cubana de Aviacion, l'explosion de l'avion en plein vol faisant 73 victimes. Il est également l'instigateur d'une série d'attentats à la bombe visant des installations touristiques à Cuba, dont une des explosions a causé, en 1997 dans l'hôtel Copacabana de La Havane, la mort du jeune touriste italien Fabio Di Celmo. Or, ce terroriste récidiviste vit aux Etats-Unis, sans être inquiété le moins du monde, alors que son extradition a été demandée depuis belle lurette par le Venezuela.

Mais le comble, c'est qu'il y a une semaine à peine, ce même gouvernement étatsunien a demandé au Tribunal fédéral de Miami, par l'intermédiaire du procureur Caroline Heck Millar, de rejeter la demande d'Habeas Corpus introduite par Gerardo Hernández, et de ne pas lui concéder non plus d'audience pour analyser ses arguments et les supposées preuves présentées contre lui. C'est certainement le fruit du hasard si, en 2005, la même Caroline Heck Millar a refusé d'inculper Luis Posada Carriles.

Un des avocats des Cinq, Leonard Weinglass, décédé en mars dernier, avait déclaré: « Le pire qu'il puisse arriver à une personne attrapée dans le système judiciaire nord-américain, c'est de se retrouver tout seul. La solidarité est nécessaire pour démontrer que le monde entier s'intéresse à l'affaire et que la loi doit être respectée ».

C'est pourquoi nous vous invitons à participer à la campagne d'envoi de lettres au ministre Jean Asselborn et de cartes au président Obama, à la campagne européenne de récolte de signatures, ainsi qu'à la campagne mondiale consistant à contacter la Maison Blanche, le 5 de chaque mois. Vous pouvez donc le faire, dès demain, par e-mail (www.whitehouse.gov/contact), par fax (00-1-202.456. 2461) ou par téléphone (00-1-202.456.1111), pour réclamer leur libération au président Barack Obama.

Pour toute information complémentaire et pour participer à nos actions, n'hésitez pas à nous contacter au 446066-22, ou par mail iognaprat@zlv.lu ou enfin en nous écrivant : Comité "Liberté pour les Cinq" % logna Prat Ivano 1, rue Omar Bradley L-1279 Luxembourg.

Enfin, vous pouvez aussi suivre l'affaire sur les sites suivants: www.freethethefive.org/ ou ww.freeforfive.org.

**NOTRE LUTTE NE S'ACHEVERA QUE LORSQUE LES 5
SERONT ENFIN LIBRES À CUBA, ET PAS AVANT !**